

Florilège des problèmes de la rentrée

Chaque année, la rentrée concentre son lot de problèmes, mais celle de 2024 s'annonce particulièrement complexe pour bon nombre d'étudiants.

Par **SYLVIE BEPOIX**,
coresponsable du secteur Formations supérieures

Le syndicat étudiant UNEF, dans sa 20^e enquête nationale, a chiffré l'augmentation du coût de la vie étudiante à 2,25 % en 2024. Le logement reste la première source de dépenses pour les étudiants (60 % du budget mensuel) et la hausse des loyers en résidences Crous, de 3,5 %, aggrave encore la situation pour les plus précaires. L'alimentation, les droits d'inscription, le matériel pédagogique, les produits de santé, d'hygiène et d'entretien : l'ensemble de ces postes de dépense a augmenté de 25 % en sept ans, selon les syndicats. En 2022, l'Observatoire national de la vie étudiante établissait déjà que 40 % des étudiants se trouvaient contraints d'exercer, en parallèle de leurs études, une activité rémunérée (hors stages et alternance).

HAUSSE DU NOMBRE DE CANDIDATS EN ATTENTE

Mais les problèmes économiques sont comme le terme d'un parcours difficile pour certains dans le chemin pour obtenir une place dans le supérieur par le biais des plates-formes mises en place depuis 2018 pour Parcoursup et 2023

pour Mon Master. La phase d'admission principale de la plate-forme Parcoursup s'est achevée le vendredi 12 juillet et le nombre de candidats toujours en attente d'une proposition à cette date est en hausse par rapport à l'an passé. Selon les données officielles publiées par le ministère de l'Enseignement supérieur, le 12 juillet, 85 000 candidats attendaient encore de recevoir une proposition d'admission dans une formation du supérieur. Ce chiffre est plus élevé qu'en 2023, où ils étaient déjà 77 000 candidats sans réponse. La phase complémentaire va se poursuivre jusqu'au 12 septembre, date où la majorité des formations auront déjà repris les cours. Du côté de la plate-forme Mon Master, les bilans sont encore rares. Une certitude, il y a une augmentation générale du nombre de candidatures, ce qui a donc demandé plus de travail pour les commissions de recrutement. La consigne a été donnée de classer plus de candidats, après le loupé de l'an passé en l'absence de phase complémentaire. Dans un communiqué du 4 juin, le MESR a annoncé que 226 973 candidats avaient validé au moins un vœu sur la plate-forme Mon Master, pour la session 2024, soit 17 000 de plus qu'en 2023. Mais aucune information ne circule sur le nombre d'étudiants qui n'ont pas été retenus et qui doivent attendre les résultats de la phase complémentaire.

GESTION CALAMITEUSE

Une chose apparaît cependant, une filière se révèle en difficulté pour remplir cette année : les masters MEEF, dans le contexte de la réforme de la formation des enseignants suspendue en juillet dernier « faute d'un contreseing dans le décret rédigé avant que le gouvernement n'expédie les affaires courantes », selon Nicole Belloubet, ministre de l'Éducation nationale. La gestion calamiteuse de cette réforme, dont aucun acteur de l'enseignement supérieur ne voulait, montre bien le mépris envers les personnels, qui ne savaient pas s'ils allaient devoir mettre en place des formations en catastrophe un mois avant la rentrée, et les étudiants, dont on veut modifier le cursus avec désinvolture. ■

En 2022, l'Observatoire national de la vie étudiante établissait déjà que 40 % des étudiants se trouvaient contraints d'exercer une activité rémunérée.

